

# Albanie : non à la censure des médias en ligne !

[Reporters sans Frontières](#) | lundi 31 décembre 2018

**Le Premier ministre Edi Rama doit retirer le projet de loi sur les médias en ligne, qui va dangereusement restreindre l'accès des citoyens albanais à l'information. Lettre ouverte de Reporters sans frontières, de la Fédération européenne des journalistes, de l'ECPMF et du Pen international.**



**Edi Rama**

© Dominique A. Pineiro (flickr)

Pour enrayer le développement de la « diffamation » en ligne, le Premier ministre albanais Edi Rama veut modifier la législation sur les médias actuellement en vigueur et soumettre prochainement au Parlement un projet de loi en deux volets qui modifie les obligations des médias électroniques.

Le premier volet du projet vise à renforcer les pouvoirs de l'autorité qui contrôle le marché des télécommunications en la chargeant de vérifier que « les entrepreneurs respectent leurs obligations en matière de sécurité nationale, de sécurité publique [...] et en rendant obligatoire l'enregistrement des médias électroniques auprès d'elle ».

Le second volet permet à l'Autorité de régulation des médias (Autoriteti i Mediave Audiovizive, AMA) de juger si le contenu des médias en ligne est « biaisé » ou s'il comporte des informations qui portent préjudice « à la morale publique » ou qui incitent à commettre des infractions pénales.

Les quatre organisations (la [Fédération européenne des journalistes](#), l'[ECPMF](#), [PEN International](#) et [Reporters sans frontières](#)) estiment que si le Parlement adoptait ce projet de loi, il entraverait gravement la libre circulation de l'information en limitant les médias en ligne et restreindrait le droit des citoyens albanais à accéder à l'information.

L'Albanie occupe la 75e place sur 180 dans le classement de la liberté de la presse 2018 établi par RSF.